

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4856 - Jeudi 15 août 2019 - Prix : 10 DA

Ligue I Mobilis (1^{re} journée)

**L'USMA
pour un début
en fanfare**

Page 23

Timide reprise et flambée des prix au lendemain de l'Aïd

Les commerçants jouent les prolongations

Page 2

**L'économie
américaine
renoue avec
la récession**

Par Mohamed Habili

Les économistes américains ont appelé la période consécutive à la crise financière de 2007/2008 la Grande Récession, en référence bien sûr à la Grande Dépression des années 1930, jusque-là la plus grande crise de l'histoire du capitalisme. Il s'est agi pour eux ce faisant de relever et la gravité et le caractère d'unicité de la crise commencée en 2007, avec le retournement du marché hypothécaire américain, mais tout autant de la minimiser par rapport à celle qui lui sert d'étalon de mesure, qui elle en revanche serait la crise par excellence, la crise des crises. Celle dont le retour serait peut-être sans remède. L'économie américaine, et partant celle du reste du monde, n'éprouverait pas de difficulté particulière à se relever d'une récession, aussi grande soit-elle, mais il pourrait en être autrement dans le cas d'une nouvelle Grande Dépression. N'empêche, quand ces économistes en sont venus, du moins pour ceux d'entre eux qui exerçaient des responsabilités, soit à la Fed, la banque centrale américaine, soit au Trésor, à agir contre le mal, ils ont recouru à la même lourde thérapie que s'ils avaient affaire à une dépression à part entière. En fait, ils ont attendu que Wall Street renoue avec la hausse, en conséquence d'un plan de relance sans précédent, coordonné avec d'autres de même nature et volume déployés ailleurs dans le monde, une hausse qui s'est enclenchée dès mars 2009, pour réviser à la baisse la gravité de la crise à laquelle ils assistaient.

Suite en page 3

Un comité des sages du panel sera installé samedi

L'instance de médiation rencontre des organisations professionnelles et historiques



Ph/D. R.

Dans le sillage des pourparlers qu'il a entamés la semaine dernière en vue de réunir le maximum de propositions des différents partenaires sociopolitiques appelés à prendre part à la conférence nationale du dialogue, prévue à la rentrée sociale, pour parapher une feuille de route de sortie de crise, le panel de médiation et de dialogue a rencontré, hier à Alger, des organisations professionnelles, dont des syndicats. Lire page 3

Robinets à sec

Entre promesses des autorités et désarroi des citoyens

Page 2

A l'adresse des jeunes talents de la chanson châabi

Appel à participation pour le 5^e Grand prix El-Hachemi-Guerouabi

Page 13

Robinetts à sec

Entre promesses des autorités et désarroi des citoyens

■ Malgré les assurances et les annonces des différents responsables qui se sont succédé au secteur des Ressources en eau, la crise de l'eau persiste en Algérie.

Par Louiza Ait Ramdane

Cette situation a naturellement irrité les populations de plusieurs régions. Des habitants des villes, mais surtout de villages, bloquent les routes et crient leur désarroi. L'eau manque cruellement dans certaines régions du pays et se fait de plus en plus rare dans les robinets en cette période caniculaire. Dans la capitale, à Blida ou encore en Kabylie, plusieurs localités souffrent du même problème. Une situation qui pèse sur le quotidien des habitants. Contrainte de trouver des solutions, la population utilise des moyens élémentaires pour transporter des quantités très limitées afin de répondre à ses besoins quotidiens. Les gens aisés sont contraints de faire appel aux camions-citernes. La région du Sud est particulièrement touchée, rendant la situation insoutenable. Même l'eau minérale est devenue rare.

De son côté, le premier responsable du secteur ainsi que l'Algérienne des eaux (ADE) se livrent à la pratique des effets d'annonce sans jamais apporter de véritables solutions à ce problème récurrent. Face à cette situation, les habitants de plusieurs wilayas se sont indignés de cette situation qui a tendance à se répéter chaque année, plus particulièrement en période d'été. C'est le cas, ces derniers jours, à Boumerdes, Bouira ou Tizi Ouzou, où des villageois ont carrément investi la rue pour manifester leur colère quant à l'absence de cette commodité vitale. En Kabylie, les perturbations se font plus récurrentes. Ce sont les villageois qui sont les



plus touchés par la rareté de l'eau. En effet, des citoyens de la ville de Lakhdaria, au nord-ouest de la wilaya de Bouira, ont fermé avant-hier le tronçon de l'autoroute Est-Ouest à l'aide d'objets hétéroclites pour protester contre le manque criard d'eau potable qu'ils endurent depuis plusieurs mois. Les citoyens de la ville de Lakhdaria ont protesté depuis la veille de l'Aïd contre le manque d'eau avant de procéder à la fermeture du siège de l'ADE de la ville.

«Nous voulons de l'eau potable, nos robinets sont à sec depuis la veille de l'Aïd. Nous avons fermé le siège de l'Algérienne des eaux, mais comme aucun responsable n'a daigné nous écouter, nous avons décidé de fermer l'autoroute pour attirer l'attention des autori-

tés locales», ont expliqué quelques jeunes protestataires. Alimentée à partir du barrage Koudiet Acerdoune, la ville de Lakhdaria, qui compte plus de 70 000 habitants, endure le calvaire de manque d'eau potable depuis plusieurs mois, notamment dans sa partie haute où plusieurs points noirs ont été recensés par les services de l'Algérienne des eaux (ADE). «Le manque d'eau est dû à un déséquilibre de l'alimentation, provoqué par les points noirs enregistrés notamment dans les quartiers El Kouir, Hamana, Lefnar, la cité musulmane et le quartier des 50 logements LSP», a expliqué le directeur de l'ADE de Bouira, Remdane Haouchène.

A Tizi Ouzou, les habitants du village Abizar, commune de Timizart, à 45 km au nord-est de

la wilaya, ont procédé mardi à la fermeture du principal château d'eau situé au lieu-dit Ighil Ath Djennad, alimentant l'ensemble du flanc Nord de la commune et des localités environnantes. L'action, qui a privé d'eau plusieurs localités avoisinantes dont Tizirt, Azfzefoun, Akarou, Ait Chafaa et Yakouren, intervient, selon des protestataires, suite à «une coupure d'eau potable de plus de 10 jours ayant affecté le village qui compte parmi les plus peuplés de la wilaya avec plus de 10 000 habitants».

Une autre contestation a également eu lieu à Ait Yahia Moussa, 24 km au sud-ouest de Tizi-Ouzou, où des citoyens ont procédé à la fermeture de la station d'eau de la région pour des défauts dans la conduite de refoulement abîmée. Des

pénuries d'eau récurrentes sont enregistrées également au niveau de la wilaya de Tizi Ouzou depuis le début de l'été, notamment à travers les localités de Souama, Ait Khellili, Mekla, Mkira et Souk El Thenin. À Médéa et à El Bordj, l'eau manque cruellement à longueur d'année dans certains quartiers.

L'Algérienne des eaux s'est contentée de donner des explications concernant les perturbations enregistrées durant le jour de l'Aïd. Son directeur général, Ismail Amirouche, fera savoir que la perturbation d'alimentation en eau potable enregistrée durant les deux jours de l'Aïd El Adha, dans certaines wilayas du pays, est due essentiellement à une interruption de l'alimentation électrique survenue à Bouira.

L. A. R.

Timide reprise et flambée des prix au lendemain de l'Aïd Les commerçants jouent les prolongations

Quelques jours après l'Aïd, l'activité commerciale est toujours au ralenti. Même les commerçants en fruits et légumes ont préféré prolonger leur congé. C'est le constat dressé chaque année au lendemain des fêtes religieuses. A l'exception des cafés et des magasins de vêtements, tout est fermé. Se procurer une baguette de pain relève du domaine de l'impossible. La majorité de la population ne trouve pas d'explication à ce phénomène qui généralement fait son apparition après chaque fête. Il faut dire que les fêtes religieuses dans la majorité des grandes villes sont toujours synonymes de privations, en raison du diktat des commerçants qui font fi de la loi. A chaque Aïd, la même question se pose : les citoyens trouveront-ils des magasins pour s'approvisionner en produits de première nécessité, notamment le pain ? De Bab el Oued jusqu'à Aïn Benian, en passant par Zéralda, c'est la même rengaine. Les petites bourses, notamment,



souffrent le martyre quotidien pour espérer faire quelques emplettes. Hier, aux marchés de la capitale seuls quelques commerçants ont étalé leurs «maigres» marchandises. «Nous sommes à peine quelques commerçants à avoir repris le travail

après l'Aïd. Les autres sont partis passer l'Aïd au bled avec leurs familles et ne rentreront que dans quelques jours», nous explique un vendeur de légumes. D'ailleurs, poursuit-il, «à l'approche des fêtes de l'Aïd, les gens ont pris l'habitude de faire leurs achats à

l'avance». Malgré une «absence» criante de clientèle, les rares marchands de légumes ouverts n'ont pas consenti à baisser les prix. En effet, les prix de tous les produits alimentaires, dont la qualité laisse parfois à désirer, continuent d'augmenter de jour en jour. Les petites et moyennes bourses, qui espéraient une baisse, se sont vite heurtées à la dure réalité. Sur les étals des marchés de la capitale les prix restent inaccessibles. Les quelques commerçants rencontrés expliquent cette flambée par le manque d'approvisionnement. D'ailleurs, les Algériens semblent mettre un bémol à leur consommation en évitant les excès. Une simple virée dans certains marchés de la capitale nous a permis de confirmer de visu la tendance à la hausse des prix qui, a-t-on constaté, ont vertigineusement pris l'ascenseur. Ce sont les produits les plus consommés en cette période qui ont connu une hausse vertigineuse. À l'instar de la courgette, cédée à 140 DA, la tomate entre 80 et 100 DA, le

navet à 200 DA, le haricot rouge à 350 DA, le haricot vert à 200 DA, le citron entre 450 et 500 DA, la carotte à 100 DA, la laitue entre 120 et 140 DA. Même la pomme de terre a connu une hausse, passant de 45 à 70 DA. Les poivrons sont à 120 DA, l'oignon entre 60 et 80 DA. Pour ce qui est des fruits, les prix ont également augmenté, y compris pour ceux de saison comme la pastèque affichée à 60 DA et le melon à 80 DA. La nectarine qui se vendait entre 130 et 150 DA est passée à 180 voire 200 DA. Alors que les pêches s'affichent à 180 DA le kg, les poires à 200 DA et les raisins entre 350 et 430 DA. Une situation qui, au demeurant, ne laisse pas indifférent le consommateur qui se voit privé de ces denrées qui étaient naguère à la portée des petites bourses. Ainsi, la ménagère se trouve contrainte de gérer de manière draconienne ses ressources financières en se rabattant sur d'autres produits.

Meriem Benchaouia

Un comité des sages du panel sera installé samedi

L'instance de médiation rencontre des organisations professionnelles et historiques

■ Dans le sillage des pourparlers qu'il a entamés la semaine dernière en vue de réunir le maximum de propositions des différents partenaires sociopolitiques appelés à prendre part à la conférence nationale du dialogue, prévue à la rentrée sociale, pour parapher une feuille de route de sortie de crise, le panel de médiation et de dialogue a rencontré, hier à Alger, des organisations professionnelles, dont des syndicats.

Par Lynda Naili

Après l'Organisation nationale des moudjahidines (ONM), rencontrée avant-hier, et avant la rencontre des partis politiques, le panel de médiation et de dialogue chapeauté par Karim Younés a en effet élargi ses concertations en rencontrant hier des organisations professionnelles, dont des syndicats y compris estudiantins. De son côté, Ammar Belhimer, désigné récemment à la tête du comité politique dudit panel, a fait part sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 3, de l'installation samedi prochain d'un comité des sages du panel de médiation dirigé par Karim Younés. Selon lui, il s'agit d'un comité national de conciliation réunissant «des profils de gens rassembleurs» et «qui ont de l'expertise pour aider l'instance à avancer convenablement sur un large étendu sociopolitique et économique». Et d'assurer, à ce propos, que «la représentativité du comité des sages assure une plus grande crédibilité à la mission de médiation pour une plus profonde adhésion». Ceci avant d'insister : «Nous ne sommes pas une instance de reproduction du système», et d'ajouter : «Bien au contraire, nous avons adhéré en tant qu'intellectuels indépendants dans cet exercice porteur de rupture qui est le maître mot revendicatif de la rue». S'agissant des missions dudit comité des sages, le panel indiquera que considéré comme étant l'instance morale du panel de médiation et de dialogue, le comité des sages viendra «conforter la mission de celui-ci avec des visions, des conseils et orientations de par sa composition qui symbolise une rupture totale avec le système». Notons, dans ce contexte, que le panel a reçu, la semaine passée, un pan de la société civile représenté par



Ph.D.R.

un nombre d'associations locales et nationales issues de 12 wilayas. Par ailleurs, hier, Abdelaziz Rahabi, ancien ministre de la Communication, dans le journal de 12h30 de la Chaîne 3 de la Radio nationale, a annoncé être disposé à rejoindre prochainement le panel, si ce dernier lui faisait appel. Affirmant ainsi qu'il était «favorable à toutes formes d'initiatives» susceptibles de sortir le pays de «l'impasse politique» et qui répondent «aux aspirations du hirak», notamment celles ayant trait à «la justice sociale, une demande de contrôle de la richesse publique et de l'instauration d'un système démocratique plein et entier». **L'Instance du dialogue et de la médiation**

rencontre le colonel Youcef Khatib Au siège de la Fédération de la Wilaya IV historique de l'ALN, les membres du panel de médiation ont rencontré avant-hier le colonel Youcef Khatib, commandant de la Wilaya IV historique, avec lequel ils ont passé en revue l'initiative du dialogue et de la médiation, précise le communiqué. Le Commandant de la Wilaya IV historique et les membres de la Fédération «ont salué (...) l'action de l'Instance, tout en lui souhaitant du succès dans sa noble mission», a souligné un communiqué du panel, cité par l'APS. Dans le même cadre, les membres et le coordinateur général de l'Instance ont rencontré le secrétaire général

de l'Organisation nationale des moudjahidines (ONM) qui «s'est félicité» de la démarche de la médiation et du dialogue «en tant que moyen civilisé pour sortir de la crise que vit le pays». L'ONM a affirmé, à cet égard, que cette démarche «est une question de conscience pour l'intérêt général, érigeant l'élection d'un président de la République de façon transparente et intégrée à travers une instance indépendante issue du peuple, parmi les priorités de la phase actuelle». A ce propos, l'ONM a mis l'accent sur «l'impérative application des mesures d'apaisement, de justice et d'équité, notamment la libération des détenus d'opinion», a ajouté la même source. **L. N.**

Pour une sortie de crise

Le RND et le FLN réaffirment leur soutien au dialogue national

Le parti du Front de libération nationale (FLN) et le Rassemblement national démocratique (RND) ont réaffirmé, avant-hier, leur soutien au processus du dialogue et à toute initiative nationale susceptible de faire sortir le pays de la crise qu'il traverse.

Dans ce cadre, le RND a mis en avant, dans un communiqué, que son soutien au dialogue «demeure inébranlable, partant de sa conviction que l'intérêt suprême du pays est au-dessus des intérêts politiques et parti-

sans étroits et exige l'adhésion de tous les acteurs de la classe politique et de la société civile pour concrétiser le consensus requis et accélérer l'élaboration d'un projet de loi organique relatif à la création du mécanisme devant superviser l'organisation et la surveillance des élections conformément à la Constitution et la tenue d'une élection présidentielle dans les plus brefs délais». A cet effet, le RND a réaffirmé son soutien aux efforts de l'Instance nationale du dialogue et de la médiation en «ouvrant à

concrétiser ses conclusions», soulignant que le dialogue demeure «une nécessité impérieuse et non une option facultative». Concernant sa participation au dialogue, le même parti a rappelé s'être prononcé sur cette question à travers l'initiative «Vers une mutation républicaine» qui comporte «la vision pertinente et claire du parti».

Pour sa part, le FLN a réaffirmé son soutien «à toute initiative nationale susceptible de faire sortir le pays de cette crise et préserver sa continuité dans le

cadre des lois de la Constitution». Le parti a annoncé également son soutien à toute initiative «efficace», mettant en avant «sa contribution de façon positive à toutes les solutions proposées dans le cadre de la loi et de la Constitution». Il a rappelé, par la même occasion, l'organisation d'une rencontre ayant regroupé des cadres du parti à travers laquelle «des solutions et des recommandations ont été proposées» dans ce sens.

Kamel G.

LA QUESTION DU JOUR

L'économie américaine renoue avec la récession

Suite de la page une

Sans cette reprise rapide, purement boursière d'ailleurs, il ne leur serait probablement même pas venu à l'esprit de parler en l'occurrence de récession. L'autre terme, celui de dépression se serait sans doute imposé à eux. De mars 2009, date de reprise à début de 2019, ce serait à les en croire une décennie complète d'expansion, la plus longue que l'économie américaine ait jamais connue. La tendance ne se serait d'ailleurs pas inversée, l'expansion se serait seulement ralentie ces deux derniers mois. Mais comme cependant la Fed a baissé pour la première fois son taux directeur, il est vrai seulement d'un quart de point, la question se pose de savoir si l'économie américaine est ou non de nouveau en récession. Une convention veut qu'on ne puisse parler de récession que si le produit intérieur baisse pour la troisième fois consécutive. Or ce n'est pas ce que disent les statistiques officielles américaines. Il s'en trouve bien sûr des économistes, américains et non américains, pour douter de la fiabilité de ces statistiques, et pour lesquels un certain nombre d'indices disent clairement que l'économie américaine est bel et bien en récession. Et d'alléguer l'indice du fret maritime, en baisse quant à lui pour la septième fois consécutive. Les échanges commerciaux n'ont pas pu se comprimer sans que l'économie ait reculé dans son ensemble. Cet argument a son poids. Mais il n'est pas ici le plus significatif. La baisse du taux d'intérêt auquel a dû recourir le mois dernier la Fed, alors même que ce taux reste toujours historiquement bas, est en effet la meilleure preuve que la récession est de retour. Personne ne doute aujourd'hui que cette baisse ne sera pas unique, qu'elle sera au contraire suivie d'une autre dès le mois prochain, et probablement d'une troisième. Ce qui, soit dit en passant, ne serait pas pour déplaire à Donald Trump, qui pour sa part la réclame depuis longtemps.

M. H.

Saison estivale

Le bilan des noyades s'alourdit de jour en jour

■ Il est malheureux de voir une journée de détente en bord de mer se transformer en drame. C'est le cas de plusieurs familles qui ont perdu un membre, «fils, père, frère», trouvant la mort par noyade dans des plages interdites à la baignade.

Par Thinhinene Khouchi

Malgré les campagnes de sensibilisation des dangers de la nage dans les plages interdites à la baignade, les estivants, notamment les jeunes, prennent chaque jour d'assaut ces plages-là, exposant leur vie au danger. En effet, hier encore, quatre personnes ont trouvé la mort par noyade, dont trois dans des plages interdites à la baignade au niveau de quatre wilayas côtières, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile.

Concernant les plages interdites à la baignade, il s'agit d'une personne âgée de 27 ans, décédée au lieu-dit Chaiba, commune de Ben Abdelmalek à Mostaganem, une autre de 28 ans au lieu-dit Remila 03 dans commune d'El Marsa dans la wilaya de Skikda et une personne âgée de 33 ans au lieu-dit Baster Boulimat, à Béjaïa. Il a été enregistré également le décès par noyade d'une personne âgée de 18 ans, à la plage autorisée à la baignade au lieu-dit Les Dunes, commune d'Ain Turk à Oran.

Dans le cadre du dispositif de surveillance des plages et des baignades, les secours de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 660 interventions ayant permis de sauver 467 personnes.

Il est à rappeler que 142 personnes sont mortes par noyade depuis le début de la saison estivale 2019 à travers le territoire



national, dont 85 dans des plages en majorité non autorisées à la baignade, avait révélé le Commandant Samia Roumane, chargée d'études à la Direction générale de la Protection civile. «Depuis le lancement, début juin, de la saison estivale en cours, 142 personnes ont trouvé la mort, dont 85 par noyade dans des plages, alors que 57 autres sont décédées au niveau de divers plans d'eau», a détaillé M^{me} Roumane, lors de sa présentation du bilan des interventions des éléments de la Protection civile arrêté au 7 août. Selon ce récent décompte, il ressort que sur les 85 décès par noyade, 60 ont eu lieu dans des plages non autorisées, soit 99,

29% des cas, alors qu'une douzaine de noyade est survenue en dehors des horaires de surveillance des plages. S'agissant des 57 décès recensés au niveau des plans d'eau, 19 d'entre eux sont survenus dans des retenues collinaires et 15 dans des marres d'eau, alors que dix décès ont été occasionnés par des engins nautiques, essentiellement des jet-skis.

La représentante de la Direction générale de la Protection civile a souligné qu'au regard des données de ce bilan, 128 décès sur le total des 142 déplorés cet été sont dus au «non-respect de la réglementation et des consignes de sécurité», insistant ainsi sur l'importan-

ce de la sensibilisation de la mer et autres plans d'eau. T. K. population sur les dangers de la

Poursuite des recherches pour retrouver un baigneur à Jijel

LA PROTECTION civile de Jijel a indiqué que la brigade des plongeurs de l'unité marine est intervenue hier pour repêcher un jeune de 20 ans, originaire de la ville de Sétif, à la plage Grand Phare. Et d'ajouter que les recherches se poursuivent pour repêcher le corps d'une deuxième personne noyée à la plage la Crique, située à 4 km à l'ouest de Jijel, parallèle à la route nationale RN 43. Selon les informations recueillies, la victime, originaire de Mila, se trouvait ainsi que ses amis sur un rocher de la plage la Crique quand une énorme vague l'a emportée avec un de ses amis. Les plongeurs de la Protection civile sont intervenus vers 19h25 avant-hier dès l'alerte donnée et ont pu secourir une personne avant de suspendre les recherches à cause «des vents violents, des énormes vagues et l'obscurité». Les recherches ont repris hier avec la mobilisation de 13 éléments de la Protection civile, dont 4 plongeurs, a-t-on souligné.

R. N.

Sécurité sociale

Tidjani Haddam met en avant le nécessaire investissement dans les ressources humaines

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Hassan Tidjani Haddam, a mis en avant, avant-hier lors d'une visite de travail aux structures du secteur dans la wilaya de Tipasa, le nécessaire investissement dans les ressources humaines. A la Clinique médico-chirurgicale infantile (CMCI) de Bou Ismail, première étape de sa visite, le ministre a appelé le directeur général de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (Cnas), Abderrahmane Lahfaya, à «accorder un intérêt particulier à l'élément humain, maillon essentiel du secteur, à travers la formation et le transfert de technologie». Il a salué «le sérieux des responsables de cette clinique, unique en son genre, qui offre des prestations à la hauteur des attentes des citoyens», se disant prêt à aider les 40 000 travailleurs du secteur à l'échelle nationale pour l'amélioration de leurs prestations. Le ministre a, par ailleurs, annoncé l'envoi d'une équipe médicale et paramédicale en France, dans le cadre de la formation et du transfert de technologie, faisant état

du renforcement du partenariat avec des pays tels que la Turquie, la Jordanie et la Belgique pour la prise en charge à l'étranger des cas complexes dans le domaine de la chirurgie cardiaque infantile, et ce, a-t-il dit, après examen par la Cnas des tarifs et des services proposés par chaque pays. Il a en outre fait savoir que les travailleurs de la clinique bénéficieront dans les tout prochains jours de l'indemnité de garde au même titre que les personnels des établissements hospitaliers publics. «Cette indemnité est un de leurs

droits», a-t-il soutenu. Au niveau de l'hôtel qui accueille les familles des enfants hospitalisés à la Clinique médico-chirurgicale infantile de Bou Ismail, M. Haddam a souligné «la nécessité d'une bonne prise en charge de ces familles qui viennent des différentes régions du pays et de l'amélioration des prestations». Le ministre s'est ensuite rendu à la Clinique d'ophtalmologie «Cristal» de Hadjout, qui a ouvert ses portes en 2011 avec l'aide de l'Etat au titre des mécanismes d'emploi. Cette clinique, qui emploie aujourd'hui vingt-huit

personnes, est un soulagement pour les citoyens de la wilaya de Tipasa qui pâtit du manque d'ophtalmologistes. Au niveau de l'Agence de wilaya de la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (Cacobatph), et après avoir suivi des explications détaillées données par le directeur général de la Caisse, Abdelmadjid Chikakri, sur la modernisation de la gestion, le ministre a mis en avant l'expérience algérienne en matière de remboursement des journées chômées pour cause d'intempéries, une expérience, a-t-il dit, qualifiée d'unique en son genre dans le monde et qui est devenue un exemple à suivre par les institutions internationales. Chikakri a rappelé, dans ce cadre, que «la Caisse rembourse les journées de travail des secteurs cités en cas de forte canicule au niveau des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux». A ce propos, M. Haddam a annoncé «l'application, à partir de cette année, de ce dispositif à travers l'ensemble du territoire national». A l'Agence de wilaya de la Caisse

nationale des retraites (CNR), il a mis l'accent sur le bon accueil et le contact avec les citoyens, des facteurs essentiels sur lesquels s'appuie le secteur, appelant, à cet égard, à développer et à accorder un intérêt particulier à la ressource humaine. Il a suivi des explications détaillées sur la stratégie de modernisation de la Caisse en matière de gestion des archives, qualifiées de mémoire de la nation, faisant état de sa généralisation à tous les organes relevant des assurances sociales. Au niveau de l'Agence de wilaya de l'Agence nationale pour le soutien de l'emploi des jeunes (Ansej), des exposés ont été présentés sur des entreprises réussies dans les domaines des énergies renouvelables, des panneaux solaires et du textile, dont les propriétaires ont bénéficié d'aides de l'Etat dans le cadre des mécanismes de l'emploi. Dans ce cadre, de nombreux jeunes entrepreneurs ont demandé au ministre et au wali de les aider pour bénéficier de locaux en vue de développer leurs activités.

B. M.

En remplacement de Mohamed Kheyat Merzak Gharnaout, secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

PAR AILLEURS, Hassan Tidjani Haddam a présidé, avant-hier, l'installation de Merzak Gharnaout en qualité de secrétaire général du ministère en remplacement de Mohamed Kheyat, indique un communiqué du ministère. Pour rappel, M. Gharnaout est Professeur de pneumo-allergologie. Il a occupé plusieurs postes dont celui de vice-recteur de l'Université d'Alger, chef de service Allergologie à l'hôpital de Rouiba, président de l'Académie algérienne d'allergologie (AAA) et chef de cabinet au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Imène N.

Pétrole

Le panier de l'Opep progresse à 59,47 dollars le baril

■ Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a progressé mardi à 59,47 dollars le baril, contre 57,96 dollars lundi, a indiqué hier l'Organisation pétrolière sur son site web.

Par Salem K./APS

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Mardi, les prix de l'or noir ont terminé en nette progression après l'annonce du gouvernement américain d'un report au 15 décembre de nouveaux droits de douane sur certains produits chinois importés. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre s'est établi à 61,30 dollars, en hausse de 4,7% ou 2,73 dollars par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril améri-

cain de WTI pour livraison en septembre a fini à 57,10 dollars, 4% (ou 2,17 dollars) de plus que la veille. Les services de l'ambassadeur américain au Commerce (USTR) ont annoncé mardi que les taxes supplémentaires de 10% que Washington prévoit d'imposer sur des produits électroniques fabriqués en Chine entreraient en vigueur mi-décembre au lieu du 1er septembre. L'USTR a par ailleurs indiqué que les négociateurs américains et chinois s'étaient entretenus par téléphone mardi et qu'un autre contact était prévu dans deux semaines. Du côté de l'Opep et ses partenaires, l'engagement pour promouvoir une stabilité durable du marché pétrolier a été réaffirmé lors de leur 6^e réunion ministérielle tenue le mois dernier à Vienne. Début juillet, l'Organisation et ses dix partenaires ont décidé de prolonger leur accord de réduction de la



production pour une durée de 9 mois à partir du 1^{er} juillet tout en adoptant une charte de coopération. L'Organisation avait convenu, en décembre 2018, avec dix pays producteurs non-Opep, la Russie à leur tête, d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils/jour à partir du 1^{er} janvier 2019, pour une période de six mois, avec une

réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et de 400 000 barils/jour par ces pays producteurs non-Opep. La 16^e réunion du Comité de suivi ministériel conjoint Opep et non Opep (JMMC) est prévue en septembre prochain à Abou Dhabi (Emirats-ArabeUnis). Ce Comité est composé de l'Arabie saoudite, la Russie, l'Algérie, les

Emirats arabes unis, l'Iraq, le Kazakhstan, le Koweït, le Nigeria et le Venezuela. A noter que la prochaine Conférence ministérielle des Etats membres de l'Organisation est programmée pour les 5 et 6 décembre prochain à Vienne, ce qui permettra d'évaluer à nouveau les conditions du marché pétrolier.

S. K./APS

Avec le répit des tensions sino-américaines

Le dollar se renforce face à l'euro

Le dollar profitait d'une accalmie dans les tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis pour se renforcer face à l'euro. Vers 19h00 GMT (20h00 à Alger), la monnaie unique

européenne perdait 0,32% face au billet vert à 1,1178 dollar. La devise américaine a gagné du terrain après la publication d'un communiqué de l'administration américaine annonçant le report à la mi-décembre de tarifs douaniers supplémentaires de 10% que Washington prévoit d'imposer sur des produits électroniques fabriqués en Chine. «L'euro a tendance à évoluer de pair avec la situation commerciale mondiale. Quand les tensions sont au plus fort, l'euro progresse et vice-versa», a expliqué Erik

Nelson de Wells Fargo. Avant sa remontée aux alentours de 13h30 GMT, le dollar hésitait face à l'euro, profitant notamment un moment des données sur l'inflation américaine. Comme prévu, les prix à la consommation aux Etats-Unis ont accéléré leur progression en juillet, avec une progression de l'indice de 0,3%. L'inflation sous-jacente, qui ne tient pas compte des prix de l'énergie et de l'alimentation, a également progressé de 0,3%, tandis que les analystes s'attendaient à une hausse de 0,2%.

L'inflation est une donnée essentielle pour la politique monétaire et lorsque les prix grimpent, la Banque centrale peut être tentée d'augmenter ses taux d'intérêt, rendant le dollar plus rémunérateur et donc plus attractif pour les cambistes, afin de juguler la hausse des prix. Le dollar n'a cependant pas réussi à conserver ses gains plus de quelques minutes. Au vu des nombreuses incertitudes géopolitiques et économiques, la Réserve fédérale américaine a en effet plutôt ouvert la voie à d'autres baisses

des taux, après celle effectuée il y a deux semaines. De telles mesures sont de nature à affaiblir le dollar, car elles rendent le billet vert moins rémunérateur et donc moins attractif pour les cambistes. Les marchés restaient aussi préoccupés par plusieurs sujets, parmi lesquels le Brexit, l'incertitude politique en Italie ou la dégringolade des marchés argentins, sans qu'un seul ne parvienne à s'imposer.

Mahi O.

Chine
La banque centrale émet 4,3 milliards de dollars d'obligations à Hong Kong

LA BANQUE populaire de Chine, banque centrale, a décidé hier d'émettre 30 milliards de yuans (4,3 milliards de dollars) d'obligations à Hong Kong. Cette émission comprend 20 milliards de yuans d'obligations à trois mois avec un taux d'intérêt de 2,9%, ainsi que 10 milliards de yuans d'obligations à un an avec un taux d'intérêt de 2,95%, selon la banque centrale. L'émission a été bien accueillie par les investisseurs sur le marché offshore, avec le montant total de l'offre excédant 78 milliards de yuans, a annoncé la banque centrale sur son site officiel. Depuis novembre 2018, la banque centrale chinoise a émis 120 milliards de yuans d'obligations à Hong Kong et a établi un mécanisme normal d'émission d'obligations dans la région, selon la banque.

R. E.

Royaume-Uni

L'inflation accélère légèrement en juillet

L'inflation au Royaume-Uni a un peu accéléré en juillet à 2,1% sur un an, a annoncé hier l'Office britannique des statistiques ONS, mais elle reste à un niveau contenu avant le Brexit. En juin, la hausse des prix à la consommation avait été de 2,0% et, pour juillet, les économistes s'attendaient au contraire à un léger apaisement de l'inflation, à 1,9%. L'ONS a expliqué cette accélération de juillet par une hausse plus marquée des prix

des jeux vidéo, des chambres d'hôtels et des chaussures. Malgré cette légère montée en puissance, l'inflation reste proche du niveau de 2,0% que la Banque d'Angleterre (BoE) considère comme approprié pour entretenir le dynamisme de l'activité sans risquer la surchauffe. Avec ce niveau d'inflation, le pouvoir d'achat des ménages devrait avoir progressé de nouveau au mois de juillet. Des données publiées mardi par

l'ONS ont fait état d'une forte hausse de 3,7% sur un an des salaires (primes comprises) en moyenne lors de la période d'avril à juin. Au final, cette consolidation du pouvoir d'achat est une bonne nouvelle pour la consommation des ménages et donc pour l'économie britannique, qui est confrontée à un reflux de l'investissement des entreprises en pleine incertitude autour du Brexit. Initialement prévu le 29 mars, le départ bri-

tannique de l'UE a été reporté deux fois et est maintenant attendu le 31 octobre. Ces changements ont perturbé les entreprises dans leur planification, notamment du côté de leurs stocks, ce qui a pesé sur l'activité. L'industrie a été particulièrement touchée au printemps mais le secteur des services n'a pas été très reluisant non plus et, in fine, le produit intérieur brut du Royaume-Uni a diminué de 0,2% au deuxième trimestre.

A. Y.

Zone euro

Recul net de la production industrielle en juin

La production industrielle dans la zone euro a enregistré une nette baisse de 1,6% en juin par rapport à mai, selon des données officielles publiées hier, un recul un peu plus prononcé que ce que prévoyaient les analystes. En mai par rapport à avril, la production industrielle avait progressé de 0,8%, a indiqué l'Office européen des statistiques Eurostat,

corrigeant légèrement une première estimation (0,9%). Les économistes interrogés par le fournisseur de services financiers Factset tablaient sur une baisse un peu moins forte en juin, de 1,3% sur un mois. En juin par rapport à mai, toutes les composantes sont en recul : la production a diminué de 2,8% pour les biens de consommation non durables, de

1,2% pour les biens de consommation durables, de 4,0% pour les biens d'investissement, de 0,9% pour les biens intermédiaires et de 0,2% pour l'énergie. Sur un an, en juin par rapport au même mois de 2018, la production industrielle a reculé de 2,6%. Les analystes tablaient sur une diminution moins prononcée de 1,5%.

Agences

Souk Ahras

Raccordement en électricité rurale de 144 mechtas

■ Les foyers de 144 mechtas, réparties sur les 26 communes de la wilaya de Souk Ahras, ont été raccordés au réseau d'électricité rurale «au cours des dernières années», dans le cadre de concrétisation des différents projets d'investissements publics alloués à cette wilaya frontalière, a-t-on appris mardi auprès de la Direction de l'énergie.

Par Nassima A.

La réalisation de ce programme ciblant 253 mechtas au total et dont les travaux ont été parachevés au niveau de 144 hameaux, a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 120 milliards DA, a précisé la même source, soulignant que les travaux sont «actuellement en cours» pour compléter les 109 mechtas restantes, dont 14 ont été financées par le Fonds commun de garantie et de solidarité des collectivités locales pour un montant de 100 millions DA.

A cet effet, un réseau de 235 km a été réalisé dans le cadre de cette opération qui vise l'amélioration des conditions de vie des habitants de ces zones, dans le but de les fixer dans leurs régions d'origine, ainsi que d'accroître la couverture en électricité rurale dans la wilaya de Souk Ahras, a ajouté la même source.

Le réseau d'électrification rurale a atteint des milliers d'habitations situées dans des zones



PH. > D. R.

rurales dans plusieurs communes de Souk Ahras, notamment à Lahdeda, Lakhdera, Ouled Moumen, Lemrahna, Sidi Fradj, Ain Zana et Ouled Idriss.

Le taux de couverture en électrification rurale est passé de 86% dans la wilaya de Souk Ahras, ces dernières années, à 98% actuellement, grâce aux différentes réalisations qui ont nécessité d'importantes enveloppes financières pour stabiliser les habitants dans leurs régions, a-t-on indiqué de même source.

N. A./APS

Sétif/Faute de coordination et de sensibilisation

La collecte des peaux de moutons sacrifiés compromise

L'opération de collecte des peaux de moutons sacrifiés n'a pas pu se concrétiser dans la wilaya de Sétif, ville pilote sélectionnée avec cinq autres villes, «faute de coordination et de sensibilisation», ont estimé mardi des intervenants dans l'opération de collecte. «Les services de la commune de Sétif n'ont pas pu reconduire pour cet Aid l'opération de collecte des peaux de moutons, eu égard aux difficultés rencontrées sur le terrain», a précisé à l'APS le chef de service d'hygiène de la commune, Lakhdar Abaoui. Le même responsable a ajouté que l'opération nécessite la conjugaison d'efforts de plusieurs parte-

citoyen qui doit prendre des dispositions préliminaires, entre autres le salage des peaux de moutons et leur emplacement dans l'ombre pour pouvoir récupérer une peau de mouton à valeur économique». Et d'ajouter : «Les intervenants dans l'opération de collecte doivent également suivre certaines procédures et l'opération requiert une main-d'œuvre maîtrisant le processus de préservation de ces peaux». M. Abaoui a rappelé que l'année dernière l'opération de collecte des peaux d'ovins a été précédée par une vaste campagne de sensibilisation, deux mois avant le lancement de l'opération qui s'est soldée par la

collecte de peaux de moutons sacrifiés». Il a également relevé que cinq semi-remorques ont été mobilisées pour acheminer les peaux ramassées vers une unité de transformation de cuir à Batna, indiquant que «ces peaux, inexploitable pour de multiples causes, ont été refoulées». De son côté, le chef service d'hygiène à l'établissement public de gestion des centres d'enfouissement techniques (CET), Abdennour Keffi, a relevé que ses services, tirant des conclusions des résultats de l'opération de collecte de l'année dernière, ont sélectionné la cité AADL des 1219 logements à Ain Moussa, comme cité pilote pour

Il a relevé que l'opération, précédée pour une campagne de sensibilisation des citoyens pour assurer la première étape de la collecte, celle de la préservation des peaux des bêtes intactes et leur salage a «grandement» contribué à la réussite de l'opération. M. Keffi a également souligné qu'au troisième jour de l'Aid, le ramassage des peaux de moutons sacrifiés s'est poursuivi et les premiers constats attestent que «les peaux collectées ont conservé leur matière première exploitable dans la production d'articles de cuir et de maroquinerie».

Samy Y.

Naâma/Aïn Témouchent

Entrée en service en été 2020 du projet d'extension du gazoduc Kasdir-Beni-Saf

La mise en service du projet d'extension du gazoduc Kasdir (Naâma) à Beni-Saf (Aïn Témouchent) est prévue pour l'été 2020, a-t-on appris au cours de la visite du ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, dans la wilaya de Naâma. Ce projet, dont les travaux ont été confiés à l'entreprise Cosider et l'Entreprise nationale de canalisations (ENAC), consiste en la réalisation d'une nouvelle canalisation, d'un diamètre de 48 pouces sur un linéaire de 197 kilomètres, entre le terminal de départ de Kasdir et le terminal arrivée de Beni-Saf. Une fois mis en service, le projet devra répondre à la demande croissante en gaz naturel (phase 2 Med-gaz), sécuriser le marché national, notamment la région ouest du pays par cette source d'énergie, et sécuriser l'approvisionnement en gaz naturel du Continent européen. Le ministre qui s'est enquis du projet à la faveur d'une visite de

travail qu'il a effectuée dans la wilaya de Naâma, a mis en avant l'importance de l'extension de ce gazoduc qui permet au groupe Sonatrach de renforcer ses capacités dans le domaine du transport du gaz et de son exportation. M. Arkab a loué, à l'occasion, les efforts fournis par les compétences algériennes pour la réalisation de ce projet dans les délais impartis. Par ailleurs, la wilaya de Naâma sera renforcée, durant l'année 2020, par la réception d'une centrale électrique d'une capacité de 1 165 mégawatts et qui a fait l'objet d'une visite du ministre de l'Énergie. Cette infrastructure énergétique, d'une importance stratégique, édifiée sur une superficie de 40 hectares dans la daïra de Mécheria, d'un montant d'investissement estimé à 95 milliards DA, connaît un taux d'avancement appréciable des travaux. Sa réception est prévue durant le premier

semestre de l'année prochaine. Le ministre de l'Énergie qui a salué les grands efforts menés par les travailleurs et les ingénieurs de cette centrale, a insisté sur l'impératif de la livrer définitivement en avril 2020, en raison de son importance pour sécuriser la wilaya de Naâma et les wilayas voisines en matière d'énergie électrique et renforcer le réseau électrique national. Durant cette visite d'inspection, M. Arkab a procédé à l'inauguration, à Mécheria, d'une station de transformation électrique, d'une capacité de 200/400 kilovolts, devant renforcer le réseau de transport d'électricité et améliorer la qualité des services offerts aux citoyens. Le ministre a inspecté également une station d'énergie solaire, d'une capacité de 60 mégawatts à Naâma, ainsi qu'un projet de transformateur électrique d'une capacité de 30/60 kilovolts.

A. O.

Jijel Raccordement «avant fin août» de 2 600 foyers au réseau de gaz naturel

UN TOTAL de 2 600 foyers des communes d'El Milia, Chekfa et Settara, relevant de la wilaya de Jijel, seront raccordés au réseau de gaz naturel «avant la fin du mois courant», a-t-on appris auprès de la Direction de l'énergie. L'opération de raccordement en cette énergie concerne les foyers des localités de Ouetias, Ouled Ali (commune d'El Milia), El Balouta, Laâzib, Achoucha, Lagraba et Lakouache (commune de Chekfa), ainsi que la cité des 220 logements sociaux dans la commune de Settara, a précisé un responsable à la Direction de l'énergie, El Yazid Cheghlal. Durant le premier semestre de l'année en cours, trois localités de la wilaya de Jijel, totalisant un ensemble de 727 logements, ont été raccordées au réseau de gaz naturel, a rappelé le même responsable, avant d'évoquer également le raccordement de 689 logements de la localité d'Oued Laâdjoul (première tranche), 16 logements de la cité Boulzazane et 22 logements de la cité Ezzana (commune de Taher). La wilaya de Jijel compte, à ce jour, 19 communes raccordées au réseau de gaz naturel, soit un taux de couverture de 68%, a fait savoir la même source, notant que les responsables locaux entendent généraliser l'opération de dotation en cette énergie à d'autres communes de la wilaya et ce, en vue d'encourager les habitants des villages et des mechtas à retourner à leurs localités d'origine.

R. R.

Sahara occidental/ Zone tampon de Guerguerat

Ghali appelle l'ONU à mettre un terme aux violations marocaines

■ Le président sahraoui, Brahim Ghali, a adressé une lettre au Secrétaire général de l'ONU, dans laquelle il a exprimé sa profonde préoccupation face à la nouvelle tentative du Maroc de changer le statu quo dans la zone tampon Guerguerat, soulignant que la présence d'agents marocains dans la zone constituait une «violation grave» de l'accord de cessez-le-feu et de l'accord militaire n° 1 ainsi qu'un acte «provocateur et déstabilisateur qui accroîtrait la menace à la sécurité dans la région».

Par Sara B.

Dans cette lettre envoyée lundi à Antonio Guterres et une copie de celle-ci au Conseil de sécurité, le président sahraoui a demandé l'intervention de l'ONU de «manière décisive» pour arrêter le déplacement et l'expansionnisme des forces marocaines dans la région du Guerguerat, au sud du Sahara occidental, près de la frontière mauritanienne, a indiqué l'agence SPS. Au cours des deux derniers jours, les autorités marocaines ont fait venir un groupe d'agents de sécurité et de renseignement marocains et les ont installés à proximité de la «route goudronnée» construite illégalement par le Maroc à travers la zone tampon située dans la région méridionale du Sahara occidental. «Les autorités d'occupation marocaines ont récemment construit une cabane pour abriter le groupe et sont sur le point de construire d'autres bâtiments illégaux dans la région», a écrit M. Ghali dans sa lettre. Affirmant que la présence d'agents marocains dans la zone tampon constituait une «violation grave de l'accord de cessez-le-feu de 1991 et de l'accord militaire n° 1 de 1997, et un acte provocateur et déstabilisateur qui alimenterait la situation déjà tendue dans la région», le chef de l'Etat sahraoui a appelé le Conseil de sécurité à agir de manière décisive



face à la nouvelle tentative du Maroc de changer le statu quo dans la zone tampon. «Si ces actions marocaines ne sont pas maîtrisées, elles vont menacer la paix et la sécurité dans la région et saper le processus de paix déjà fragile des Nations unies au Sahara occidental», a souligné, en outre, M. Ghali. Dans ce contexte, le dirigeant sahraoui demande au Conseil de sécurité à veiller à ce que le Maroc retire immédiatement tous ses agents de la zone tampon et démantèle toutes les installations de cette

région.

La Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) a été aussi interpellée pour surveiller de près la situation sur le terrain afin de veiller à ce que le Royaume marocain respecte pleinement les obligations qui lui incombent en vertu de l'accord du cessez-le-feu et des textes militaires y afférent. Tout en respectant pleinement ses obligations en vertu du cessez-le-feu et des accords militaires applicables, le Front

Polisario se réserve le droit légitime de réagir à toutes les actions de provocation de la puissance occupante marocaine visant à déstabiliser la zone tampon ou toute autre zone du territoire, a tenu à préciser M. Ghali. Réaffirmant la position de principe du Front Polisario sur le cessez-le-feu et les accords connexes figurant dans le document du Conseil de sécurité du 24 octobre 2018, le président sahraoui a rappelé que la cause fondamentale de la tension croissante à Guerguerat demeu-

re l'existence de la violation illégale commise par le Maroc sur la bande tampon, à travers la création de brèches ou de points de passage pour le «trafic commercial» ou d'autres activités de l'armée marocaine.

«Le Front Polisario n'a jamais donné son accord à cette échappatoire qui porte gravement atteinte à la paix fragile instaurée avec l'entrée en vigueur du cessez-le-feu sous les auspices de l'Organisation des Nations unies», a souligné encore M. Ghali.

Maroc

Plus de 3 tonnes de cocaïne trouvées sur une plage

Plus de 3 tonnes de cocaïne dissimulées dans plusieurs colis ont été trouvées sur la plage de Sidi Rahal, dans la province de Berrechid (123 km au sud de Rabat), ont rapporté des médias marocains. Les autorités locales et les gendarmes sont arrivés sur les lieux et une enquête a été ouverte sous la supervision du parquet compétent. «L'origine et la destination de cette importante quantité de cocaïne, demeurent jusqu'à présent inconnues», ajoutent les mêmes sources. Cette découverte est intervenue une semaine après que 37 paquets de cocaïne avaient été trouvés sur la plage entre les villes de Salé et Mehdia, près de la capitale Rabat. Dans son dernier rapport, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a souligné que le Maroc est l'un des principaux producteurs de résine de canna-

bis en Afrique et fournisseurs de cette drogue pour l'Europe. L'agence onusienne basée à Vienne a indiqué dans son rapport annuel qu'une partie de la résine de cannabis d'origine marocaine, qui représente plus de 4% de la production mondiale (environ 5 100 tonnes), est acheminée vers l'Europe, notamment pour les consommateurs des pays du Sud et de l'Est du vieux continent. La majeure partie des quantités de résine de

cannabis produites au Maroc sont expédiées via l'Espagne, où elle est acheminée en contrebande vers d'autres marchés de la région, a souligné également le document. Se basant sur les informations fournies sur la base des saisies effectuées par les Etats membres de l'Union européenne (UE), l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime a précisé, en outre, que la culture de cannabis est pratiquée en plein air au Maroc et

que les surfaces ne cessent d'augmenter au fil des années. A l'échelle mondiale, l'agence onusienne a constaté que le cannabis reste la drogue la plus largement consommée dans le monde.

Le déficit budgétaire augmente de 16% à fin juillet

Le déficit budgétaire du Maroc a augmenté à 28 milliards de dirhams (2,9 milliards de dollars) à fin juillet 2019, contre 24 milliards de dirhams durant la même période un an auparavant, soit une hausse de 16%, selon les chiffres de la Trésorerie générale du royaume (TGR). Selon le dernier bulletin mensuel de statistiques des finances publiques, les recettes ordinaires brutes se sont établies à 144,9 milliards de dirhams au cours des sept premiers mois de 2019, en hausse

de 9,7%, sans prendre en considération le versement, en 2018, de 24 milliards de dirhams effectué à partir du Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe au profit du budget général. Compte tenu de ce versement, les recettes ordinaires brutes ont enregistré un repli de 7,2%. La hausse des recettes s'explique notamment par l'augmentation des impôts directs de 4,6% et des impôts indirects de 6,8% et des droits d'enregistrement et de timbre de 1,1%, relève la TGR. Par ailleurs, les dépenses émises au titre du budget général ont progressé de 15,8% à 209,8 milliards de dirhams à fin juillet 2019, suite à la hausse de 11,3% des dépenses de fonctionnement, de 4% des dépenses d'investissement et de 41,8% des charges de la dette budgétisée, fait savoir la même source.

Farid M.

Tunisie

Décès de deux soldats et un autre blessé dans un accident de la route

DEUX soldats ont péri et un troisième a été blessé hier matin, 14 août 2019, dans un grave accident de la route au niveau de la délégation de Kandar, a indiqué une source de la Protection civile. Le soldat blessé a été évacué à l'hôpital régional de Kairouan pour y être soigné, a précisé la même source qui indique que conducteur du véhicule où se trouvait les soldats a perdu le contrôle de la voiture et a heurté un arbre. Les deux soldats sont morts sur le coup, indique-t-on.

R. M.



Manifestations pro-démocratie à Hong Kong

Pékin dénonce des actes «quasi-terroristes»

■ La Chine a vigoureusement dénoncé hier des agressions «quasi-terroristes» contre ses ressortissants à Hong Kong durant des affrontements la veille, en marge de manifestations pro-démocratie à l'aéroport international de Hong Kong qui a repris son fonctionnement normal.

Par Rosa C.

«**N**ous condamnons avec la plus grande fermeté ces actes quasi-terroristes», a déclaré dans un communiqué Xu Luying, porte-parole du Bureau des affaires de Hong Kong et de Macao du gouvernement chinois. Mardi, deux Chinois du continent ont été passés à tabac au cinquième jour d'une mobilisation sans précédent à l'aéroport de Hong Kong qui a paralysé les vols lundi et mardi. C'est la deuxième fois cette semaine que la Chine cherche à assomiler les manifestations à du «terrorisme», avec des avertissements de plus en plus inquiétants qui font craindre une répression militaire alors que le mouvement en est à sa dixième semaine. Lundi déjà, à Pékin, le Bureau des affaires de Hong Kong et Macao avait

déclaré que des attaques de «manifestants radicaux» de Hong Kong contre des policiers constituaient «un crime grave», révélant «de premiers signes de terrorisme». Et deux médias publics, le «*Quotidien du peuple*» et le «*Global Times*», avaient diffusé une vidéo censée représenter des blindés de transport de troupes se dirigeant vers Shenzhen, aux portes de Hong Kong.

Mardi, le président américain Donald Trump a encore fait monter les craintes d'une intervention militaire en affirmant que ses services de renseignement faisaient état d'un déploiement de l'armée chinoise «à la frontière avec Hong Kong». La plupart des manifestants ont quitté tôt hier l'aéroport dont le site internet affichait des dizaines de vols partis durant la nuit et des centaines d'autres au départ tout au long

de la journée. Beaucoup étaient toutefois retardés. Dans le hall des départs, les comptoirs d'enregistrement fonctionnaient normalement et il ne restait qu'une poignée de manifestants, dont beaucoup dormaient. «L'aéroport est notre dernière monnaie d'échange», confiait l'un d'eux à l'AFP. Les rassemblements pro-démocratie ont paralysé lundi et mardi l'aéroport international, le huitième plus fréquenté au monde (74 millions de passagers en 2018), accentuant la crise la plus aiguë traversée par les autorités chinoises à Hong Kong depuis la rétrocession de la colonie britannique en 1997.

Le mouvement pro-démocratie, qui a vu des millions de personnes descendre dans les rues de Hong Kong, est parti début juin du rejet d'un projet de loi hongkongais autorisant les extraditions vers la Chine. Il a depuis considérablement élargi ses revendications pour dénoncer le recul des libertés et les ingérences de la Chine. On ignore si les manifestants envisageaient de revenir occuper l'aéroport plus tard. Le mouvement n'a pas de dirigeants publics et ses manifestations sont organisées de manière anonyme via les réseaux sociaux et des applications comme Telegram.

Un groupe qui avait organisé des conférences de presse anonymes de manifestants a tenté de répondre aux inquiétudes après le tour violent pris à l'aéroport. «Après des mois de résistance prolongée, nous sommes effrayés, en colère et épuisés. Certains d'entre nous s'énervent plus facilement et ont réagi de façon excessive mardi soir», a déclaré ce groupe dans un communiqué. «Nous en sommes



Ph. > D. R.

attristés et démoralisés et voudrions exprimer nos plus sincères excuses». Des dizaines de milliers de passagers ont été pénalisés. Michael, un touriste de 25 ans originaire de Dubaï, s'est rendu à l'aéroport hier avec plus de 12 heures d'avance sur son vol de retour afin d'éviter d'éventuelles manifestations plus tard dans la journée. «J'ai l'impression qu'ils (les manifestants) se battent vraiment pour ma liberté, alors mon cœur est avec eux d'une certaine manière», a-t-il déclaré à l'AFP. Il a toutefois estimé qu'ils se trompaient de cibles en pénalisant les passagers qui «n'ont rien à voir avec ce qui se passe, ce sont surtout des touristes». Mardi soir, un policier a dégainé son arme pour repousser des manifestants qui l'attaquaient. D'autres ont tiré du gaz poivre en évacuant en ambulance un homme dénoncé par les manifestants comme un policier infiltré.

Peu après, un autre homme a été évacué après avoir été frappé par un petit groupe l'accusant d'être un espion. Le «*Global*

Times», quotidien officiel chinois, a indiqué qu'il s'agissait d'un de ses journalistes. Dans la journée de mardi, les contestataires avaient obstrué les accès aux zones d'embarquement et les autorités ont annulé les enregistrements pour tous les vols prévus à partir du milieu de l'après-midi. Mardi, la cheffe de l'exécutif hongkongais (désignée par Pékin), Carrie Lam, a de nouveau mis en garde contre les conséquences sur Hong Kong tout en écartant encore toute concession aux manifestants.

«La violence (...) poussera Hong Kong sur une voie sans retour», a-t-elle prévenu, les larmes aux yeux, lors d'une conférence de presse.

Parallèlement, le dernier gouverneur britannique de Hong Kong, Chris Patten a estimé que le territoire était «au bord de l'abîme» et la Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU Michelle Bachelet a réclamé une enquête impartiale sur le comportement des forces de l'ordre.

R. C.



Commentaire

Économie

Par Fouzia Mahmoudi

Un peu à l'image de la Chine qui a connu de longues années d'exceptionnelle prospérité économique et de croissance phénoménale, l'Allemagne, joyau économique de l'Union européenne, commence également à voir son étoile dépérir et à être rattrapée par les difficultés de ses voisins et alliés. L'économie allemande s'est en effet légèrement contractée au deuxième trimestre, avec un recul de 0,1% du produit intérieur brut par rapport aux trois mois précédents, freiné par les moindres performances de son économie extérieure, a annoncé hier l'Office fédéral des statistiques Destatis. Ce chiffre marque un coup d'arrêt pour la première économie de la zone euro après le rebond de 0,4% du PIB allemand au premier trimestre et alors que l'Allemagne avait échappé d'un cheveu à la récession pendant la seconde moitié de 2018. Les chiffres corrigés des variations saisonnières sont conformes aux attentes des analystes interrogés par Factset. Le chiffre du PIB allemand «marque définitivement la fin d'une décennie en or pour l'économie allemande», commente Carsten Brzeski, économiste chez ING Bank, qui rappelle que depuis la fin de la récession de 2008-2009, l'économie allemande a progressé en moyenne de 0,5% en glissement trimestriel. «Inévitablement, la discussion sur les mesures de relance budgétaire va se raviver», ajoute-t-il, bien que la chancelière allemande Angela Merkel ait d'emblée écarté mardi l'idée d'un plan de relance de la dette. D'avril à juin, la première économie européenne a principalement été tirée par la demande intérieure, en particulier la consommation privée, la dépense publique et les investissements, avec un léger recul toutefois dans la construction, explique Destatis. La demande extérieure, moteur traditionnel de l'industrie allemande qui vacille sérieusement depuis un an, a ralenti la croissance économique. «Les exportations ont diminué plus fortement que les importations par rapport au trimestre précédent», poursuit l'Office des statistiques. Les mesures protectionnistes lancées par les États-Unis, en conflit commercial notamment avec la Chine, ainsi que le feuilleton interminable du Brexit au sein de l'Union européenne ont freiné la demande de biens d'équipement allemands tels que les automobiles et machines-outils. Au final, l'Allemagne rejoint la Grande-Bretagne, dont l'économie s'est également contractée d'avril à juin (-0,2%). En zone euro, l'élève modèle de la dernière décennie fait désormais figure de boulet, faisant moins bien que l'Italie (0%) et la France (+0,2%) lors du trimestre écoulé. Après avoir progressé de 2,2% en 2017 et 1,4% l'an dernier, le PIB allemand est anticipé en expansion seulement de 0,7% cette année et en progression de 1,7% l'année suivante, selon la dernière prévision du Fonds monétaire international. Plus pessimiste encore, le gouvernement allemand anticipe depuis la mi-avril une croissance de 0,5% cette année, avant une réaccélération à +1,5% l'an prochain. Avec ces mauvais chiffres l'Allemagne risque aussi de perdre sa position de gendarme de l'Europe qu'elle avait notamment acquis grâce à son économie florissante, reste à savoir comment la donne géopolitique sera redistribuée dans les mois à venir et comment le front Berlin-Bris sera affecté par la nouvelle donne économique allemande.

F. M.

Yémen

Le guide suprême iranien reçoit un responsable des rebelles Houthis

L'Iran a réaffirmé hier au plus haut niveau son soutien aux rebelles Houthis du Yémen, à l'occasion de la réception d'un de leurs responsables par le Guide suprême, au moment où la coalition militaire anti-Houthis menée par l'Arabie saoudite est confrontée à des dissensions.

L'ayatollah Ali Khamenei a reçu mardi soir à sa résidence le porte-parole des Houthis, Mohammed Abdel Salam, et réitéré l'appui de son pays aux rebelles, qui contrôlent la capitale yéménite Sanaa et d'autres régions du pays depuis plusieurs années.

«Je déclare mon soutien à la mujahidah (lutte) pour le Yémen», a-t-il dit, dans une référence apparente aux rebelles, selon un communiqué posté sur son site internet.

Dans le même temps, il a dénoncé les «crimes» de la coalition conduite par l'Arabie saou-

dite, qui intervient militairement depuis 2015 contre les Houthis, en appui au gouvernement yéménite.

L'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis – un pilier de cette coalition –, «ainsi que leurs soutiens ont commis des crimes majeurs au Yémen», a déclaré le Guide, en dénonçant «l'indifférence du monde occidental vis-à-vis de ces crimes».

Ryad et Abou Dhabi «cherchent à diviser le Yémen», a-t-il encore jugé.

L'ayatollah Khamenei a appelé à des pourparlers pour mettre fin au conflit.

«Etant donné la diversité religieuse et ethnique du Yémen, protéger l'intégrité du Yémen nécessite un dialogue interne», a-t-il dit.

La guerre qui fait rage depuis plus de cinq ans entre Houthis et camp antirebelles a fait des dizaines de milliers de morts, et

le pays connaît la pire crise humanitaire du monde selon l'ONU.

Ces combats se sont doublés ces derniers jours d'affrontements sanglants entre forces de la coalition anti-Houthis dans le sud.

Ils ont opposé à Aden, la grande ville du sud, des unités loyales au président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi, soutenu par Ryad, à la force appelée «Cordon de sécurité», formée par Abou Dhabi et liée à un mouvement séparatiste sudiste.

Ryad et Abou Dhabi ont tenté ces derniers jours de surmonter ces divisions à l'intérieur de leur camp.

Dans le cadre du conflit yéménite, l'Arabie saoudite accuse régulièrement l'Iran d'armer les Houthis. Téhéran dément, en assurant que son soutien est purement politique.

A l'adresse des jeunes talents de la chanson châabi

Appel à participation pour le 5^e Grand prix El-Hachemi-Guerouabi

■ Un appel à candidature a été lancé récemment par l'Association culturelle El-Hachemi-Guerouabi à l'adresse des jeunes talents de la chanson châabi pour prendre part au 5^e Grand prix national El-Hachemi-Guerouabi, annonce l'association.

Par Malika N.

Les souscriptions à ce grand prix visant à dénicher et promouvoir de jeunes talents et de nouvelles voix dans la chanson châabi est ouvert aux jeunes chanteurs et chanteuses algériens jusqu'au 30 septembre prochain, sans conditions d'âge.

Les participants doivent envoyer, à l'adresse de l'association, un enregistrement d'un istikhbar ou d'une introduction de chanson mettant en avant la voix du chanteur. Les modalités de participation à ce concours sont disponibles sur la page Facebook de l'association. Après une première sélection, une vingtaine de candidats retenus se produiront sur scène devant un jury. Créée pour préserver et perpétuer l'héritage d'El Hachemi Guerouabi, disparu en 2006, cette association organise chaque année un hommage à ce monstre sacré de la chanson châabi qui réunit les lauréats de ce concours sur scène, en plus de figures de la chanson algérienne et maghrébine. Icône de la chanson châabi, El Hachemi Guerouabi s'était toujours distingué par sa voix puissante, d'une rare intensité, et son interprétation atypique de chansonnettes écrites par le regretté Mahboub Bati ou de qçid. Après une carrière de plus de cinquante ans, il laisse un héritage très riche et un mode d'interprétation propre à lui. M. N.



Cité internationale des arts

Trois mois en résidence d'artistes

L'Institut Français d'Algérie lance un appel à candidature et offre la possibilité à deux personnes de participer à une résidence d'artistes de trois mois qui aura lieu à la Cité Internationale des Arts à Paris. Véritable lieu d'échange et de vie artistique, la Cité Internationale des Arts, située dans le quartier du Marais à Paris, voit plus de 300 artistes y défilier chaque mois. Elle y abrite en effet des talents venus du monde entier pour une durée déterminée. C'est dans ce cadre que l'Institut Français d'Algérie s'organise pour offrir à deux candidats algériens la possibilité d'y participer pour une durée de trois mois, et d'y concrétiser un projet artistique dans une atmosphère de partage culturel et artistique. Voici le dossier à fournir pour candidater : un court résumé du

projet, toutes les coordonnées de l'artiste (adresse postale, e-mail et téléphone), le détail des projets en cours, les informations sur les aides et résidences obtenues par le passé, un CV en pièce-jointe et un résumé du CV en quelques lignes, un dossier artistique en pièce-jointe, un projet spécifique pour la résidence en pièce-jointe (5 pages max), 3 photos du projet et 1 portrait de l'artiste avec légendes et copyright, une copie du passeport, un certificat sur l'honneur qui garantit que les œuvres présentées sont bien celles du candidat, liens vers des sites des extraits vidéo ou audio si nécessaires, articles de presse (optionnel). Il est à noter que l'Institut Français insiste pour que les pièces soient numérotées comme sur la liste et envoyées via un lien WeTransfer aux

adresses suivantes : Gregoire.giessle@diplomatie.gouv.fr et patrick.girard@diplomatie.gouv.fr Rappelons que la résidence est prévue à partir de janvier 2020 (une date précise sera

communiquée ultérieurement) mais que les dossiers de candidatures doivent être déposés au plus tard le 25 août 2019 inclus. L. B.

Etats-Unis

CBS et Viacom fusionnent pour créer un géant mondial du divertissement

Les groupes américains Amazon Prime Video ou Apple TV. Le nouveau groupe sera dirigé par Bob Bakish, l'actuel patron de Viacom. Selon lui, la combinaison des actifs et compétences de CBS et Viacom permet de créer «l'une des rares entreprises aux contenus et à la portée suffisamment vastes et variés pour façonner l'avenir de notre secteur». Les deux sociétés mettent notamment en avant le fait que, réunies, elles seront dotées d'une capacité financière encore plus importante pour investir dans de nouveaux contenus et de nouvelles technologies. En plus de leurs catalogues existants, de plus de 140 000 émissions télévisées et 3 600 films, elles ont ainsi dépensé 13 milliards de dollars en nouveaux contenus au cours des douze derniers mois. La fusion doit se conclure d'ici la fin de l'année si elle obtient le feu vert des autorités concernées, en particulier celles de la concurrence. Selon ses termes, les actionnaires actuels de CBS posséderont 61% de la nouvelle entité et ceux de Viacom 39%. Séline N.

Amazon Prime Video ou Apple TV. Le nouveau groupe sera dirigé par Bob Bakish, l'actuel patron de Viacom. Selon lui, la combinaison des actifs et compétences de CBS et Viacom permet de créer «l'une des rares entreprises aux contenus et à la portée suffisamment vastes et variés pour façonner l'avenir de notre secteur». Les deux sociétés mettent notamment en avant le fait que, réunies, elles seront dotées d'une capacité financière encore plus importante pour investir dans de nouveaux contenus et de nouvelles technologies. En plus de leurs catalogues existants, de plus de 140 000 émissions télévisées et 3 600 films, elles ont ainsi dépensé 13 milliards de dollars en nouveaux contenus au cours des douze derniers mois. La fusion doit se conclure d'ici la fin de l'année si elle obtient le feu vert des autorités concernées, en particulier celles de la concurrence. Selon ses termes, les actionnaires actuels de CBS posséderont 61% de la nouvelle entité et ceux de Viacom 39%. Séline N.

Patrimoine

Un mémorandum bientôt signé avec les Etats-Unis d'Amérique

La ministre de la Culture, Meriem Merdaci, effectuera, du 14 au 16 août courant, une visite de travail à Washington où elle procédera à la signature d'un mémorandum d'entente entre l'Algérie et les Etats-Unis dans le domaine de la préservation du patrimoine culturel, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère. Le document a pour objectif de «limiter l'exportation d'objets archéologiques vers les Etats-Unis et mettre fin la spo-

liation et le trafic de ces objets conformément à la convention de l'Unesco de 1970». Intervenant dans le cadre du «renforcement de la coopération culturelle entre les deux pays», cette visite permettra à la ministre de s'entretenir avec nombre de responsables américains du secteur de la Culture sur les voies et moyens de promouvoir la coopération culturelle entre l'Algérie et les Etats-Unis. R. N.

AGEND'ART

Galerie d'Arts Mohamed-Racim (5, avenue Pasteur, Alger)

Jusqu'au 18 août : Exposition de peinture avec l'artiste Abdelmadjid Guemroud.

Hôtel Méridien d'Oran Samedi 17 août à 22h : Concert de Lila Borsali et du musicien Mohamed Rouane.

Samedi 24 août à 22h : Concert de Manal Gherbi. Stade du 20-Août (Alger) Le 22 août :

L'Onda organise un concert de Soolking.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih (Ouled Fayette, Alger) Mercredi 21 août à partir de 21h :

Concert musical animé par le chanteur Djam.

Esplanade du port d'Azeffoun (Tizi-Ouzou) Vendredi 23 août à 20h : Concert de Mohamed Allaoua. Billets disponibles à partir du 20 août au port d'Azeffoun. Prix : 500 DA.

Musée d'art moderne d'Oran Jusqu'au 31 août :

Exposition de l'artiste Rahim Sadek. Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El-feth, niveau 104, local 1B32, El-Madania, Alger) Du 21 septembre au 20 octobre :

Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour. Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h.



FC Rennes Bensebaini signe au Borussia Mönchengladbach



«Le Stade Rennais F.C. et le club allemand du Borussia Mönchengladbach ont trouvé un accord pour le transfert définitif de l'international algérien Ramy Bensebaini. Arrivé en juillet 2016, Ramy a honoré à 98 reprises le maillot du Stade Rennais F.C. et a inscrit trois buts. Le club remercie Ramy Bensebaini pour son investissement, son professionnalisme, son état d'esprit irréprochable et lui souhaite le meilleur pour la suite», a indiqué le club breton dans son communiqué. La semaine dernière, en conférence de presse, le président Olivier Létang avouait à propos de l'international algérien : «Il y a des offres pour Ramy Bensebaini en provenance d'un club allemand. Nous ne sommes pas loin d'un accord. Après ce sera sa décision». Pour rappel, le défenseur, arrivé à Rennes en 2016, avait un bon de sortie pour cet été. Il va finalement rejoindre l'Allemagne et le Borussia Mönchengladbach.

Ramy Bensebaini s'est engagé jusqu'en juin 2023 avec le club allemand et va selon toute vraisemblance porter le numéro 25. En revanche, le montant du transfert n'a pour le moment pas filtré. Le Borussia Mönchengladbach débute son championnat ce week-end avec un premier gros match contre Schalke 04, reste à savoir si la recrue algérienne sera d'ores et déjà de la partie et pourra y faire son baptême du feu.

AS Saint Etienne Boudebouz reprend du plaisir

L'INTERNATIONAL algérien Ryad Boudebouz, nouvelle recrue de l'AS Saint-Etienne, a estimé que son insuccès avec le Betis Séville s'expliquait, entre autres, par son évolution à un poste qui ne lui était pas commode. «Avant de signer au Betis, on m'avait dit que je jouerais en 8 ou en 10, mais dès les premiers matches j'ai joué à droite. Je peux le faire, je suis polyvalent. Mais là où je me sens le mieux, c'est dans l'axe. Je peux mieux donner de bons ballons», a indiqué Boudebouz au journal spécialisé «L'Equipe». De retour en France après deux saisons passées en Espagne, Ryad Boudebouz a joué et gagné son premier match avec son nouveau club contre Dijon (2-1), avec à la clé une passe décisive. Chez les «Verts» de Saint-Etienne, où il a signé jusqu'en 2022, le milieu de terrain algérien est coaché par son ancien entraîneur à Bastia, Ghislain Printant, qui essaiera de lui permettre de retrouver la confiance perdue en Espagne. «J'adore mon métier et je ne l'arrêterai pas tant que je n'aurai pas ma dose. Et je suis loin de l'avoir. Cette passion m'a poussé à commettre une erreur au Betis. Je suis arrivé blessé (une entorse du ligament interne du genou gauche). Comme je n'avais jamais été plus heureux dans ma vie que lors de ma dernière saison à Montpellier, quand je prenais du plaisir en souffrant sur le terrain, j'avais trop envie de jouer. J'ai repris plus tôt que prévu, au bout de sept semaines au lieu de douze. Et j'ai entraîné ça toute la saison», a expliqué Ryad Boudebouz. Ces déboires lui ont coûté même sa place en sélection algérienne et privé de la Coupe d'Afrique des nations que ses compatriotes ont remporté avec brio, en Egypte, après un parcours sans faute et une finale gagnée face au Sénégal (1-0).

Ligue I Mobilis (1^{re} journée) L'USMA pour un début en fanfare

■ Top départ donc pour la Ligue I Mobilis, qui débute aujourd'hui jeudi après un long repos, et devrait permettre au champion sortant de débiter dans des conditions parfaites, même si sa mission ne sera pas de tout repos.



Les Rouge et Noir veulent débiter avec un succès

Par Mahfoud M.

En effet, l'USM Alger, qui avait décroché le titre sur le fil la saison passée, donnera la réplique à domicile à l'Entente de Sétif, dans ce qui peut être qualifié de choc de la reprise du championnat. Les Rouge et Noir qui avaient débuté la compétition officielle avec cette excellente entrée en lice en Ligue des champions africaine et ce succès à l'extérieur de ses bases au Niger pour le compte du tour préliminaire de la C1, envisage de bien débiter aussi le championnat national. Les gars de Soustara sont décidés, en tout cas, à prendre leurs premiers trois points pour se lancer dans la course pour la défense de leur titre. Les poulains de Dziri savent, néanmoins, que la mission sera difficile face à des Sétifiens qui ne se déplaceront pas à Alger en victimes et qui feront tout ce qui est en leur pouvoir pour prendre au moins le point du nul. Même avec la passe difficile qu'elle traverse, l'Entente reste quand même une

équipe redoutable. Le vice-champion, la JS Kabylie, se déplacera à Alger pour croiser le fer avec le NA Hussein-Dey avec la ferme intention de revenir avec les trois points pour bien entamer la saison. Toutefois, le Nasria ne se laissera pas faire dans ce match qui se jouera au stade du 1^{er} Novembre d'El Harrach. Un autre choc se jouera lors de cette première journée, avec la JS Saoura qui reçoit le CS Constantine, soit deux formations qui joueront la Coupe arabe des clubs. Les gars de Béchar qui se sont défaits de leur coach Bouakaz auront la tâche délicate, surtout avec l'inexpérience de leur nouvel entraîneur Djaliit. Les Sanafirs tenteront d'exploiter ces données pour revenir avec un résultat positif de ce premier déplacement. Le CA Bordj Bou Arréridj, avec Dumas à la barre technique, affronte à domicile le détenteur de la Coupe d'Algérie, le CR Belouizdad, et reste déterminé à bien débiter la nouvelle saison. Le MC Alger reçoit l'AS Ain Milia avec la ferme intention de prendre les trois points du

succès pour éviter toute mauvaise surprise. Le derby de l'Ouest entre le MC Oran et l'USM Bel Abbès s'annonce palpitant entre deux formations dont le niveau se rapproche, même si le fait que le match se déroule à Oran donnera une certaine avance aux poulains de Chérif El Ouzzani. Les deux promus, le NC Magra et l'ASO Chélif, se rencontrent dans un match qui promet même si les gars du Chélif partent avec les favoris du pronostic. Enfin, le PAC effectuera un déplacement périlleux en rendant visite à l'US Biskra, qui l'attendra de pied ferme. M. M.

Le programme :

Jeudi 15 août 2019 :
NAHD-JSK (17h)
NCM-ASO (20h)
USMA-ESS (20h)
JSS-CSC (20h)
CABBA-CRB (20h30)
USB-PAC (21h)
Vendredi 16 août :
MCA-ASAM (21h)
Samedi 17 août :
MCO-USMBA (20h 45)

Equipe nationale Ferhat souhaite rejoindre les Verts à nouveau

Le milieu de terrain algérien Zinedine Ferhat, qui a rejoint Nîmes Olympique, souhaite que ses débuts en Ligue 1 française et la persévérance dans le travail lui permettent d'être plus performant et de revenir en équipe nationale, récente championne

d'Afrique. «Mon objectif est de vite retourner dans le groupe EN que je félicite d'ailleurs ainsi que tout le peuple pour le trophée remporté. Je vais tout donner durant cette saison pour avoir une place. Je sais qu'il y a de la concurrence et qu'il y a plusieurs

bons joueurs», a-t-il déclaré au micro de belN Sports. L'ancien milieu de terrain de l'USM Alger et du Havre (Ligue 2/France) est déterminé à réaliser ses objectifs et assure qu'il ne va rien lâcher pour être dans la liste du sélectionneur Djamel Belmadi pour

les prochaines sorties internationales de la sélection. Après avoir passé 3 ans au Havre avec lequel il était en fin de contrat, Zinedine Ferhat, 26 ans, a rejoint les «Crocros» de Nîmes Olympique pour un contrat de trois ans. Lors du match de clô-

ture de la 1^{re} journée de la Ligue 1 contre le champion en titre, le PSG, Ferhat a été titularisé d'entrée sur le côté droit mais n'a pas pu empêcher le naufrage de son équipe (3-0).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Accidents de la circulation

4 morts et 7 blessés en 24 heures

QUATRE personnes ont trouvé la mort et 7 autres ont été blessées dans 3 accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures au niveau national, selon un bilan rendu public hier par les services de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Boumerdès, où deux personnes sont décédées et 3 autres ont été blessées suite à un carambolage entre 9 véhi-

cules légers, survenu sur l'auto-route Est-Ouest, au niveau de la commune de Larbaâtache, note la même source. Par ailleurs, les unités de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 17 incendies ayant ravagé 58 hectares de forêt, 38 hectares de surface de broussailles, 1 498 arbres fruitiers et 1 820 bottes de foin, ainsi qu'un demi-hectare de maquis.

A. S.

MDN/Bordj Badji Mokhtar, Tlemcen et Oran

Sept contrebandiers et six narcotrafiquants arrêtés

SEPT contrebandiers ont été arrêtés, avant-hier par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) à Bordj Badji Mokhtar, tandis que six narcotrafiquants ont été arrêtés à Tlemcen et Oran, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 13 août 2019 à Bordj Badji Mokhtar (6^e Région militaire), sept contrebandiers et saisi un camion, un véhicule tout-ter-

rain, 12 600 litres de carburant, six groupes électrogènes, quatre marteaux piqueurs et 2,5 tonnes de denrées alimentaires», a précisé le communiqué. Par ailleurs, des gardes-frontières «ont intercepté, à Tlemcen, deux narcotrafiquants en possession de 150 kilogrammes de kif traité, tandis qu'un détachement de l'ANP, en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale, a appréhendé, à Oran, quatre narcotrafiquants en leur possession de 1 050 comprimés psychotropes», a ajouté la même source.

R. N.

Cour suprême

Abdelmalek Boudiaf auditionné puis relâché par le juge instructeur



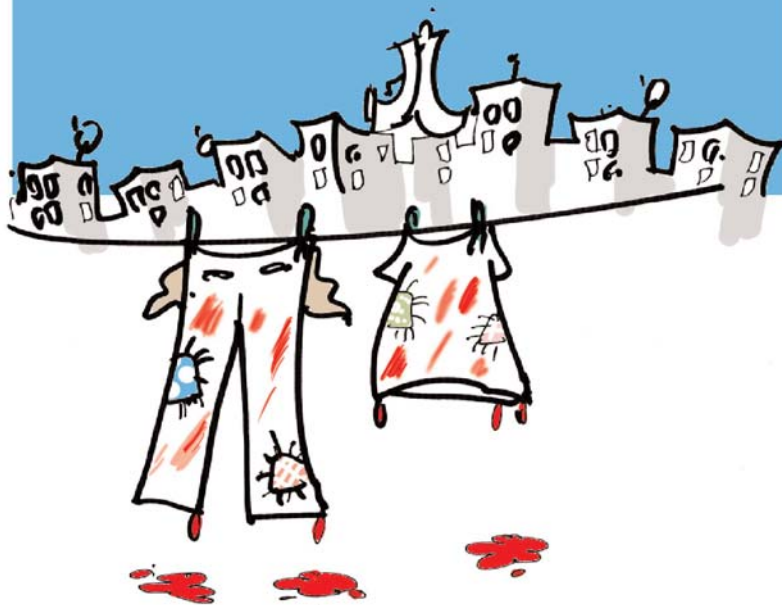
ABDELMALEK BOUDIAF, ancien ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, a été entendu hier par le juge enquêteur près la Cour suprême, selon les images retrasmises par différentes chaînes de télévision algériennes. Selon ces dernières, Abdelmalek Boudiaf a été auditionné en sa qualité d'ancien wali dans le cadre de l'affaire relative à l'ancien directeur général de la Sécurité nationale, Abdelghani Hamel, appelée communément «affaire Hamel». A la suite de l'audition faite par le juge instructeur, Abdelmalek Boudiaf a quitté la Cour suprême à bord de son véhicule personnel. Pour rappel, Abdelmalek Boudiaf a été à la tête du département de la

Santé pendant quatre ans. Auparavant il a été wali de Constantine de 2005 à 2010, puis wali d'Oran de 2010 à 2013.

Zoubir Bensebane, ancien wali de Tlemcen, entendu

Pour sa part, Zoubir Bensebane, ancien wali de Tlemcen, a également été entendu hier par le juge enquêteur près la Cour suprême, selon les mêmes sources médiatiques, qui ne citent toutefois pas le motif de cette audition. Pour mémoire, Zoubir Bensebane était à la tête de l'exécutif de la wilaya de Tlemcen avant d'être remplacé par Abdelwahab Nouri.

Aïd El Kébir : la fête de tous les sacrifices



Loumis

Djalou@hotmail.com

Tlemcen

Plus de 190 interventions de la Protection civile durant la semaine de l'Aïd

Les éléments de la Protection civile de la wilaya de Tlemcen ont effectué 195 interventions au cours de la semaine de l'Aïd, a indiqué hier la responsable de la communication de la Direction de la Protection civile de Tlemcen.

Par Farouk B.

Les interventions ont concerné principalement, a-t-on précisé, les feux de forêt, notamment au niveau des forêts d'Ahfir ou pas moins d'un hectare de chêneliège a été ravagé par le feu, en plus des forêts de Tizaghen dans la daïra de Beni Ouarsous, Honaine, Beni smail et enfin la forêt de Zelbounne. La wilaya de Tlemcen a enregistré, depuis le début de la saison estivale,

quelque 39 foyers d'incendie ayant ravagé plus de 400 hectares de couvert forestier, principalement le pin d'Alep, outre les maquis, la broussaille, l'alfa et les arbres fruitiers, selon le bilan des services de la Protection civile. Depuis le début du mois d'août jusqu'au 13 du même mois, le bilan fait état de six foyers d'incendie ayant ravagé plus de 25 hectares de forêt, de maquis et de broussaille, a-t-on précisé de même source. Les services de la Protection civile

ont également enregistré trois morts par noyade depuis l'ouverture de la saison estivale. Une personne est morte noyée dans une plage non surveillée de Ghazaouet et deux autres à Marsa Ben M'hidi dont le dernier remonte au début de cette semaine, a-t-on indiqué. Les interventions de la Protection civile concernent également les évacuations de malades vers les hôpitaux et les accidents de la route.

F. B.

Présidentielle en Tunisie

26 candidatures validées

Vingt-six candidatures à la présidentielle tunisienne anticipée du 15 septembre ont été validées et 71 écartées, au terme d'un examen préliminaire des dossiers, a annoncé hier l'Instance chargée des élections en Tunisie (Isie). Les personnes dont le dossier a été rejeté peuvent déposer un recours à partir

du 15 août et l'annonce de la liste finale des candidats pour ce scrutin sera dévoilée le 31 août, a ajouté lors d'une conférence de presse, Nabil Baffoun, président de l'Isie. Le premier tour de l'élection présidentielle en Tunisie aura lieu le 15 septembre, la campagne officielle devant se tenir entre le 2 et le 13

du même mois. Initialement prévue en fin d'année, cette élection a été anticipée à la suite du décès, le 25 juillet dernier, de Béji Caïd Essebsi à l'âge de 92 ans. C'est le président du Parlement, Mohamed Ennaceur, qui assure l'intérim.

Yacine N.

Jijel

Echouage d'un dauphin sur la plage Challaoula

UN DAUPHIN a échoué avant-hier sur la plage surveillée Chellaoula, dans la commune de Jijel. Un témoin oculaire, Yassine B., qui avait remarqué la présence du dauphin gisant sur la plage alors qu'il pratiquait un footing, a affirmé être le premier à avoir appelé la Gendarmerie nationale au numéro vert 1055. Yassine B. a indiqué qu'un pêcheur tentait de secourir le dauphin en essayant de le remettre à l'eau mais «sans y parvenir». De son côté, la directrice locale de la pêche et des ressources halieutiques, Nadia Ramdane, a confirmé à l'APS l'information de l'échouage du dauphin, détaillant que l'animal est un dauphin marsouin (jeune dauphin) long de 1,20 mètres et pesant 100 kilos. M^{me} Ramdane a également souligné que les premiers constats ne révèlent «aucune blessure sur l'animal», relevant que «six types de dauphin apparaissent périodiquement sur la côte de Jijel et peuvent être vus à l'œil nu».

N. T.